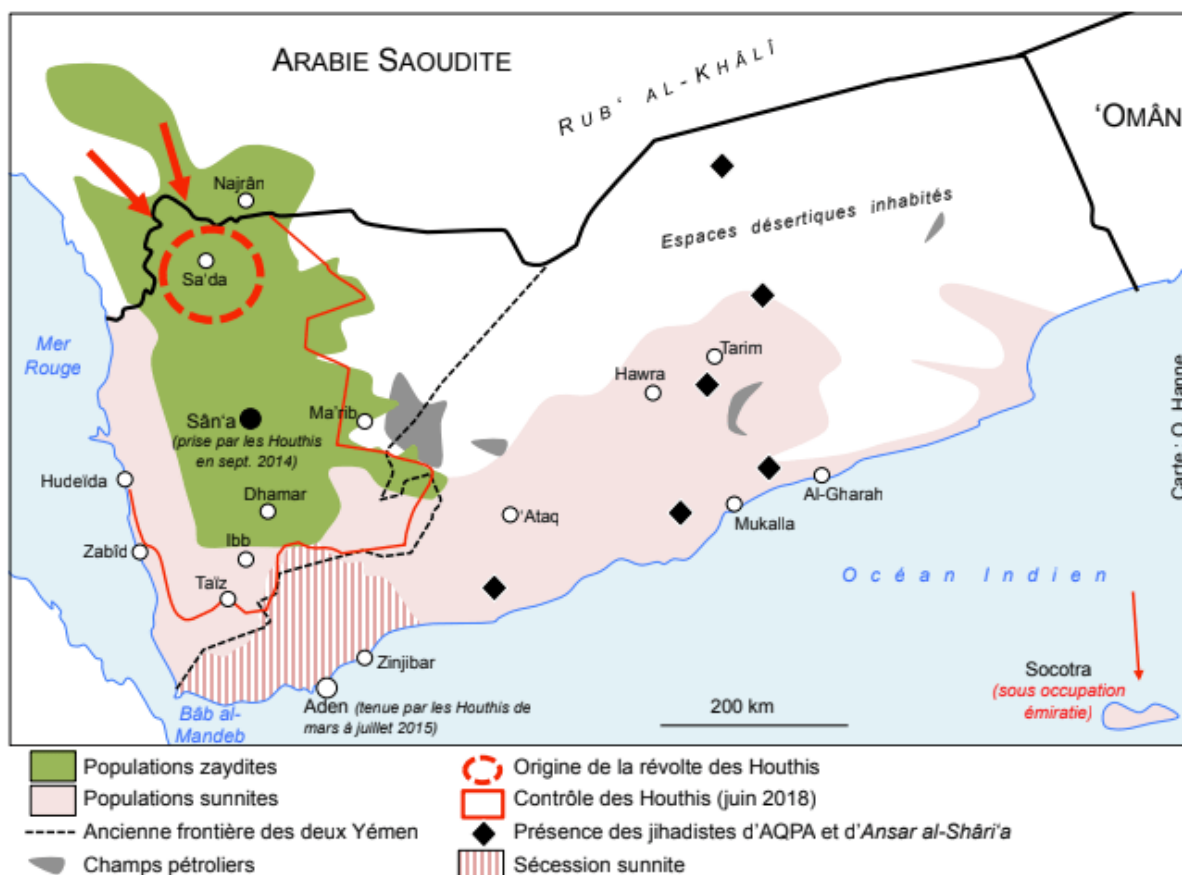


# Guerre au Yémen, le chaos sans solution (4-7-18)



La crise humanitaire qui frappe le Yémen en guerre risque de durer longtemps : l'escalade dans la région est inévitable, autour de la partition brutale du pays. Les puissances engagées sur place dans des alliances explosives sont dans l'impasse.

Le 27 juin dernier, s'est tenue à Paris, sous les auspices du président Emmanuel Macron et de l'Arabie Saoudite, une conférence humanitaire pour répondre à l'effroyable crise qui sévit au Yémen. Depuis janvier 2015, le conflit a causé la mort d'au moins 10 000 personnes, 2 millions de déplacés et déclenché un drame épidémique (1 million de cas de choléra). 22 millions d'habitants (sur 26 millions) ont besoin d'aide humanitaire extérieure pour survivre.

Or les médias s'accordent pour voir dans cette guerre un conflit opposant sunnites et chiites, lesquels seraient fanatisés par les rebelles dits Houthis, instrumentalisés par l'Iran, principal fauteur de conflits dans la région (*sic*). La réalité semble plus nuancée...

Le zaydisme est une secte qui s'est séparée de la branche chiite vers 740. Le groupe considère comme les chiïtes que le pouvoir califal – l'imâmât – doit aller à un descendant de Alî et de Fâtima, tout en défendant la nécessité d'un consensus autour de la désignation de l'imâm, théorie proche du sunnisme. Ils assurent surtout que le pouvoir légitime doit être défendu par la force, voire pris par les armes et l'insurrection. La doctrine zaydite fut théorisée par Yahyâ ibn al-Husayn al-Hâdî qui devint émir du Yémen (897-911), et y implanta le zaydisme. Ce courant n'est donc pas réductible au chiïsme « classique », c'est-à-dire duodécimain, majoritaire en Iran. En outre, cette doctrine n'est pas unique dans le pays, puisqu'elle ne représente qu'un tiers de la population, l'Est et le Sud sont sunnites de rite shâfiite, tandis que l'Arabie Saoudite est officiellement liée au sunnisme hanbalite (sous sa forme wahhabite).

Le Yémen a toujours été coupé en deux. Au Nord se situait un « État-imâmât », qui fut occupé à l'époque moderne par la puissance ottomane. En 1918, la défaite turque rendit au Yémen du Nord son indépendance sous le contrôle de l'imâm Yahyâ, qui isola le pays. Son assassinat en 1948 amena au pouvoir son fils, qui ne parvint jamais à s'imposer à Sanaa. À sa mort en 1962, l'armée, influencée par le nationalisme arabe et Nasser, prit le pouvoir et abolit l'imâmât. Le pays entra aussitôt dans une période de guerre civile, marquée par les intrusions militaires de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite. En 1978, Alî Abdallah Sâlih devint président de ce Yémen du Nord et garda le pouvoir jusqu'aux révoltes arabes de 2011-2012.

Au Sud, se trouvait depuis 1839 une colonie anglaise structurée autour du port d'Aden. Ce Yémen du Sud quitta le giron britannique en 1967 et s'orienta vers un système marxiste proche de l'URSS. Pourtant, dans les deux pays, des campagnes populaires militaient pour la réunification, processus rendu possible par la chute du Mur, Moscou ne pouvant plus soutenir la partie Sud.

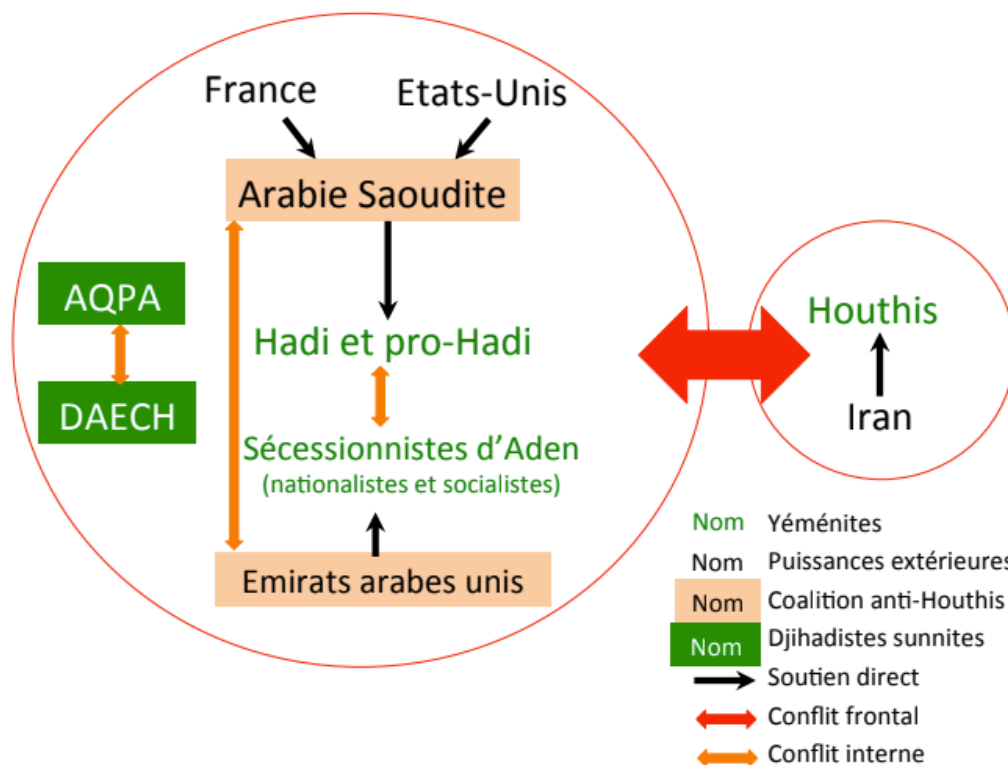
En mai 1990, les deux Yémen furent officiellement rassemblés, mais c'est le président Sâlih qui devint le chef d'État du pays réunifié, mettant ainsi aux commandes du Yémen toute l'oligarchie du Nord. Dès lors, les tensions ne cessèrent d'être exacerbées et débouchèrent sur une nouvelle guerre civile en 1994.

La milice houthie, qui mène la révolte au Yémen depuis 2014, fut fondée par Hussein al-Houthi après l'indépendance du Nord en 1962, afin de garantir que la fin de l'imâmât ne sonnerait pas celle du zaydisme et de l'ancienne culture tribale. Le président Sâlih dut longtemps composer avec la milice, mais l'influence diplomatique des États-Unis après le 11 septembre 2001 et la « guerre contre le terrorisme », auquel participait officiellement Sâlih, brisèrent l'unité de façade entre le gouvernement et les élites zaydites. Hussein al-Houthi

fut même assassiné en 2004 à l'initiative de Sâlih. Or l'influence grandissante chez les sunnites yéménites du wahhabisme saoudien, des Frères musulmans et du salafisme d'Al-Qaïda remit en cause les équilibres religieux traditionnels. Les élites sunnites et le sud du pays se rallièrent progressivement à l'islamisme mondialisé et à l'idéologie revancharde de Ben Laden, dont la famille était originaire du Yémen.

Alors que les zaydites dominaient politiquement le Yémen du Nord depuis mille ans, ils craignirent de perdre leur ascendant politique face au dynamisme d'al-Qaïda et de l'Arabie Saoudite voisine. Sâlih de son côté se savait menacé par les États-Unis qui voulaient démocratiser le régime à la faveur du Printemps arabe. Oubliant les tensions récentes avec la milice houthie, Sâlih décida de la soutenir pour conserver le pouvoir face à Al-Qaïda et Washington. Mais il fut évincé en 2011 et remplacé par Abd Rabo Mansour Hadi, un sunnite favorable à l'Arabie Saoudite. C'était la victoire politique du projet américano-saoudien. Les sunnites du Sud s'emparèrent donc du gouvernement à la place des zaydites. Aussitôt ceux-ci lancèrent une révolte qui leur permit de prendre Sanaa en septembre 2014 et même temporairement le port d'Aden en mars 2015.

Le pays se déchira. L'ancien Yémen du Nord passa entièrement sous contrôle des Houthis. Le gouvernement sunnite se rapprocha de Riyad. Mais cette soumission aux Saoudiens parut scandaleuse aux sunnites d'Aden. Un courant sécessionniste donc se constitua dans le sud, désobéissant au gouvernement central. La branche locale d'Al-Qaïda en profita pour prendre pieds dans la partie Sud, sous le nom d'Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA). Les États-Unis, qui craignaient la présence d'AQPA, organisation contre laquelle ils multiplièrent les assassinats par drones, laissèrent faire les Houthis dans l'espoir qu'ils briseraient le jihadisme.



Mais l'année 2014 ayant vu le retour de l'Iran sur la scène internationale, les Américains identifiaient dans les Houthis une cinquième colonne chiite. Ils changèrent brutalement leur fusil d'épaule pour soutenir les salafistes et autorisèrent Riyad à intervenir militairement au Yémen contre les Houthis.

Les deux camps en présence ont eu tout intérêt depuis un an à s'identifier progressivement à une confession reconnue de l'islam, les Houthis au chiisme iranien, les Yéménites du Sud au wahhabisme, les uns pour obtenir l'aide de l'Iran, les autres pour avoir celle de l'Arabie Saoudite, d'AQPA, voire de Daech.

L'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis se posent depuis 2014 en champions de la lutte contre l'arc chiite au Yémen. Pour ce faire, ils ont mobilisé des mercenaires venus des pays sunnites qu'ils subventionnent, dont des Tchadiens et des Soudanais. La France les soutient militairement, aussi la récente conférence doit-elle d'abord être vue comme un acte géopolitique et non une simple rencontre humanitaire. L'objectif implicite est de marteler que la crise est due aux Houthis, alors que la brutalité des bombardements saoudiens est de plus en plus ouvertement condamnée à l'international. Car les pays du Golfe voient dans cette insurrection le risque d'un contournement des forces iraniennes par le sud de la péninsule. L'armée iranienne fait régulièrement débarquer des armes et même des missiles dans le port de Hodeida, sous contrôle houthi. C'est la raison pour laquelle la coalition réunie

autour de Riyad a entrepris de conquérir ce port en juin dernier, afin d'asphyxier les rebelles.

Malgré les forces réunies contre eux, les Houthis continuent de résister, et leurs adversaires hésitent à s'engager autrement que par des frappes aériennes et des opérations de forces spéciales. Personne n'a de solution politique et le Yémen est devenu un État failli, gangréné par la corruption, le radicalisme islamiste et les milices.

Quelles que soit les raisons qui poussent les Houthis à se soulever, la paix qui se dessine au Yémen sera nécessairement injuste, parce qu'obtenue par la brutalité. Elle poussera l'Iran à s'investir dans le conflit, ou au moins à tout faire pour déstabiliser les belligérants. L'escalade dans la région est donc inévitable, tout comme la partition du pays. Le retour aux deux anciens Yémen semble la moins pire des solutions, et on ne peut écarter l'hypothèse d'un troisième Yémen autour d'Aden, où les séparatistes sunnites se sont désolidarisés du président Hadi.

Preuve que les pays extérieurs interviennent selon leurs propres agendas : l'Arabie Saoudite soutient Hadi, tant que les Émirats appuient les séparatistes d'Aden, alors que les deux pays sont alliés contre les Houthis. Les Émirats ont profité de la crise pour occuper l'île yéménite de Socotra, initiative inacceptable selon le droit international.

La France, elle, a choisi de défendre les intérêts saoudiens, ce qui pourrait lui coûter cher puisque depuis mars 2018, des ONG demandent une enquête pour violation de ses engagements internationaux, en raison de ses livraisons d'armes aux anti-Houthis. Si Riyad est un jour condamné pour crimes de guerre en raison de ses bombardements, la France sera *de facto* elle aussi impliquée.